

Le choix de Di Rupo pour mai 2019 fait trembler le PS

■ Il a décidé, tout seul, de tirer la liste à la Chambre. Une guerre civile en vue au Parti socialiste ?

Analyse Stéphane Tassin

Il n'y a pas à dire, l'homme aime les surprises. Sur tout lorsqu'il en est l'instigateur. Elio Di Rupo a annoncé jeudi soir sur le plateau de la RTBF qu'il serait tête de liste PS à la Chambre pour la province de Hainaut lors du scrutin de mai 2019.

Il aura quand même attendu de voir les résultats des élections communales à Mons où, bien que dernier de la liste socialiste, il n'excluait pas, si les Montois lui en donnaient à nouveau l'occasion, de diriger la Ville.

Battu par la tête de liste Nicolas Martin, Di Rupo voyait l'équation se simplifier pour lui. En interne du PS, on nous répétait à l'envi que Di Rupo prendrait la tête de liste européenne. Une manière honorable de quitter la politique nationale et sa présidence de parti. Un socialiste nous disait encore, il y a quelques jours, qu'il fallait qu'il parte vers l'Europe et qu'il laisse la place à d'autres sur le plan national.

Paul Magnette, fraîchement réélu bourgmestre de Charleroi, se serait bien vu jouer un rôle important pendant la campagne. Il avait annoncé qu'il serait candidat en mai, mais qu'il ne comptait pas siéger. Voilà ce qu'il disait à *La Libre* en septembre 2018: *"Je soutiendrai le projet socialiste. J'aiderai une liste. Laquelle ? Européenne, fédérale, régionale ? Il faudra encore en discuter. Et ce ne sera pas forcément en tête de liste."*

Un bureau de parti agité lundi ?

L'annonce faite jeudi soir par Di Rupo aurait surpris en interne. Moins par le choix posé par le président

– tous les socialistes connaissent le personnage et sa manière de rester maître de son destin – que par le moment où il le fait. Les questions de têtes de liste étaient encore en négociation et sa décision de tirer la liste hennuyère pour la Chambre n'avait pas été débattue. Nombre de barons socialistes ont d'ailleurs appris la nouvelle devant leur télévision. Depuis ça grouille, ça s'agite, ça cause.

Di Rupo, qui aurait vu Paul Magnette il y a quelques jours – le Carolo a-t-il été informé de la décision présidentielle, ce jour-là ? – a choisi un moment qui, croit-il, empêche les mécontents de cette décision de se retourner. A un peu moins de six mois des élections, il est persuadé que personne ne tentera rien contre lui, au risque de plonger le PS dans une guerre civile à quelques encablures d'un scrutin décisif. Lundi matin, on peut s'attendre à quelques éclats de voix lors du bureau du PS.

En attendant la suite des événements, on peut retenir deux éléments qui ont conduit Di Rupo à faire ce choix dans le dos de ses camarades.

Le premier concerne sa conviction de pouvoir retourner au 16, rue de la Loi au lendemain du scrutin. De prendre une nouvelle fois la posture

de celui qui est capable de mettre sur pied un gouvernement fédéral dans un contexte compliqué. Face au Premier ministre sortant, Charles Michel (MR), on aurait pu penser que le PS allait jouer la carte des générations en poussant Paul Magnette comme rival du libéral. Di Rupo ne le supporterait pas.

Deuxièmement, au PS, on lit les sondages avec beaucoup d'attention. Et les chiffres semblent évidents. Au niveau de la popularité, Magnette reste en haut de l'affiche. On en déduit qu'il est perçu comme l'homme du futur là où Di Rupo serait celui du passé. Et ça, Di Rupo n'aime pas.

Enfin, parce que désormais tout est permis, certains au PS craignent même que Di Rupo n'envisage, s'il ratait le poste de Premier, de se représenter à la présidence du PS en 2019.

**Elio Di Rupo
conserve
sa conviction
de pouvoir
retourner au
16, rue de la Loi
après le scrutin.**